

## Le témoignage Jauneaud

par Jean A. Chérasse

En rencontrant en 1975 le général aviateur Jean-Henri Jauneaud, qui venait de voir mon film *Dreyfus ou l'Intolérable vérité*, je ne me doutais pas que ce témoignage de l'un des chefs militaires de l'armée française apporterait une preuve non négligeable au dossier de l'"affaire Pétain"<sup>1</sup>. Pourtant il avait déjà fait l'objet du regard aigu d'un éminent expert, le colonel Adolphe Goutard, historien militaire, auteur de *1940, la guerre des occasions perdues*, livre qu'avait préfacé le général de Gaulle<sup>2</sup>. En effet, avait écrit Goutard, le général Jauneaud a été,

pour les grandes unités aériennes, ce même précurseur qu'ont été, pour les grandes unités blindées, les De Gaulle, Liddell Hart, Fuller et Guderian<sup>3</sup> [...]

Stagiaire à l'École de Guerre de 1920 à 1922, il remettait un rapport concluant à la "nécessité de doter la France de grandes unités aériennes de bombardement et de chasse" qui agiraient en liaison avec des grandes unités de choc, à base de chars, d'artillerie tractée et d'infanterie portée.

Ce rapport fut le brouillon de l'Instruction du 9 octobre 1923

qui prévoyait la création de 186 escadrilles – dont 38 de bombardement lourd groupées en brigades mixtes et divisions aériennes – mettant entre les mains du commandant en chef une *réserve aérienne* prête à intervenir dans la bataille, au point crucial, [...] avec une terrifiante soudaineté [...].

Mais cette doctrine d'avenir – que les Allemands adopteront plus tard – se heurta aux forces du passé les plus prestigieuses, acharnées à maintenir l'aviation dans ses rôles d'auxiliaire à la disposition des différentes armées, pour assurer leurs besoins en renseignement et en protection aérienne<sup>4</sup>.

Effectivement, l'abandon de cette « Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités aériennes » est le point de départ de ce qui va constituer la quintessence de l'"affaire Jauneaud", une affaire qui semble avoir échappé aux historiens.

Mais qui est-il ? Jean-Henri Jauneaud, saint-cyrien, fantassin devenu pilote d'avion en 1915, chef de l'escadrille opérant à Verdun, héros de la Grande Guerre, a été breveté d'État-major à l'École supérieure de Guerre en 1922. Ce brillant officier aviateur va d'abord en mission militaire au Brésil puis, lorsqu'il est de retour, en 1933, il est nommé au cabinet du ministre de l'Air Pierre Cot. Après l'avoir convaincu du bien-fondé de l'Instruction de 1923 sur les grandes unités aériennes, Jauneaud est nommé en 1936 général, et devient Major de l'Armée de l'Air.

Mais il sera évincé de ce poste-clé à la suite des magouilles d'un « Comité permanent de la Défense nationale », créé par Daladier autour du maréchal Pétain qui l'utilise pour placer ses affidés, notamment le général aviateur Joseph Vuillemin, lequel s'est immédiatement opposé à Jauneaud partisan de l'Instruction de 1923 qu'il rejette car elle est jugée inappropriée par la doctrine Pétain<sup>5</sup>. On va donc se débarrasser du fâcheux, nanti de trois étoiles, qui sera muté en 1939 à Beyrouth pour y commander les forces aériennes françaises de l'Orient méditerranéen. Mais l'exil ne l'empêchera pas d'être mis au courant de ce qui s'est tramé en haut lieu et de ce qui va se passer sur le front. Et partant, de l'écrire...

\*

---

1. C'est après cette rencontre que J.-H. Jauneaud (1892-1976) confia son manuscrit inédit à Jean Chérasse, qui le fit connaître à Guillemin. Le livre fut publié en 1977 chez Pygmalion sous le titre *J'accuse le maréchal Pétain*, avec une brève préface de Guillemin [note de P. Berthier].

2. Hachette, 1956.

3. Basil Henry Liddell Hart (1895-1970), officier britannique, a notamment publié *Decisive Wars of History* (1929 ; rééd. sous le titre *Strategy*, 1954). L'Anglais John Frederick Charles Fuller (1878-1966) est un historien et un théoricien du char de combat (voir *Tanks in Great War*, 1920). On connaît davantage le nom du général allemand Heinz Guderian (1888-1954), l'inventeur et l'organisateur de l'arme blindée victorieuse lors de l'invasion de mai 1940.

4. Cette citation et la précédente viennent de l'« Avant-Propos » du colonel Goutard à *J'accuse le maréchal Pétain*, p. 9-10.

5. Joseph Vuillemin (1883-1963), aviateur durant la Première Guerre, général depuis 1933, est nommé chef d'état-major de l'Armée de l'air en février 1938.

Le témoignage Jauneaud a été étudié par l'éminent historien militaire américain Robert A. Doughty, auteur d'une thèse, *The Evolution of French Army Doctrine (1919-1939)*<sup>1</sup>. Ce corpus a également fait l'objet d'un examen scrupuleux de mon propre père, le général André Chérasse, à qui j'avais soumis le manuscrit. Par ailleurs, au cours d'un entretien que j'avais eu avec Pierre Cot, cet ancien ministre du Front populaire m'avait fait part de sa propre analyse en dressant un bilan de l'état militaire de la France en 1936. Je l'ai scrupuleusement noté.

1°) *Sur terre*, nous disposions d'une forte puissance défensive, capable de s'appliquer sur toutes les frontières menacées et même, éventuellement, de venir en aide à la Belgique. Par contre, notre réaction terrestre semblait ne pouvoir envisager que des objectifs limités, à cause des fortifications allemandes.

2°) *Sur mer*, nous disposions d'une force également puissante au point de vue défensif mais son engagement supposait que la neutralité bienveillante de l'Angleterre nous soit assurée.

3°) *Dans l'air*, notre puissance offensive était théoriquement forte. Mais elle était toutefois subordonnée à l'existence de bases aériennes préalablement organisées non seulement sur le territoire français, mais encore en Belgique, en Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie.

En résumé, la France disposait d'une garantie de défense très solide ; par contre, elle ne pouvait envisager aucune offensive stratégique importante en dehors de ses frontières autrement que par ses Forces aériennes.

*Donc la sécurité de la France apparaît ainsi strictement subordonnée à la puissance de son armée de l'Air par rapport à celle de l'Allemagne*<sup>2</sup>.

En 1936, la force de ces deux armées est sensiblement égale. Mais la rupture de l'équilibre ne va pas tarder : le potentiel de production de guerre de l'Allemagne étant au moins deux fois supérieur à celui de la France, la puissance aérienne allemande croîtra beaucoup plus rapidement que la nôtre... Il fallait donc que nous recherchions la collaboration des puissances pouvant être opposées à l'Allemagne et disposant soit de forces aériennes importantes (Angleterre, Russie), soit de bases stratégiques (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Pologne). D'ailleurs Pierre Cot a écrit dans ses mémoires<sup>3</sup> : « J'ai insisté auprès de Léon Blum pour que cette proposition soit immédiatement mise en œuvre. Car le danger ayant grandi, elle me semblait essentielle pour l'efficacité de notre défense nationale !... de notre salut national ! » Mais cette politique « va malheureusement se heurter au pouvoir permanent et supranational du maréchal Pétain », soutenu par toute la grande presse qui préconise avec acharnement une orientation vers « la France seule » tout en alimentant un virulent courant réactionnaire basé sur ce slogan anti-communiste primaire : plutôt Hitler que Staline ! « Comment imaginer, dans ces conditions, et surtout après la victoire psychologique que venait de remporter Hitler en Rhénanie, que la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Pologne, directement menacées par l'Allemagne, puissent consentir à l'installation de bases aériennes hostiles à l'Axe<sup>4</sup> ? »

Ainsi Pierre Cot, qui fut deux fois ministre de l'Air<sup>5</sup>, obtint un crédit global de 13 milliards de francs en trois ans afin de pouvoir mettre sur pied les grandes unités aériennes... ce qui aurait dû créer un climat favorable au consensus national pour la défense du pays ; mais il s'est heurté aux réseaux secrets dans l'armée, si violemment anticommunistes qu'ils se sont ralliés à cet incroyable mot d'ordre : « *Plutôt Hitler que le Front populaire !* »

Aussi quand, le 18 juillet 1936, éclate au Maroc une rébellion militaire, appuyée par l'oligarchie financière, la bourgeoisie et l'Église espagnoles, le gouvernement Léon Blum, immédiatement sollicité par les républicains qui appellent à l'aide, se trouve-t-il dans une situation délicate. Il choisit la non-intervention officielle mais ferme les yeux sur ce que font Cot et Jean Moulin, son directeur de cabinet, pour donner un coup de main à la jeune république espagnole. En tout cas c'est ce que confirme Jauneaud, qui est à un poste d'observation privilégié puisqu'il est, à ce moment-là, Major général de l'armée de l'Air. Mais Franco reçoit l'aide combinée de tous les fascismes européens, c'est-à-dire de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal.

Pourtant, écrit Jauneaud, la France aurait pu

---

1. Publiée en 1985 aux États-Unis sous le titre *The Seeds of Disaster [Les Semences du désastre]* (le titre de la thèse devenant le sous-titre de l'ouvrage), rééditée en 1990 mais non traduite en français.

2. Voir *J'accuse le maréchal Pétain*, p. 54-57, où Jauneaud développe le même constat en termes très proches.

3. *Le Procès de la République*, New-York, Éditions de la Maison française, 1944, 2 vol.

4. *J'accuse le maréchal Pétain*, op. cit., p. 57, de même que les mots cités plus haut.

5. Le radical Pierre Cot (1895-1977) fut ministre de l'Air du 31 janvier 1933 au 7 février 1934 et du 4 juin 1936 au 14 janvier 1938.

intervenir rapidement pour restaurer à Madrid une République alliée qui garantît nos communications avec l'Afrique du Nord. Déjà nous avons fait preuve d'une "incohérence totale" en n'intervenant pas en Éthiopie et en Rhénanie... mais que penser de notre imprudence lorsque nous capitulons en Espagne devant Mussolini et Hitler<sup>1</sup> ?

Le 3 septembre 1936 paraissait au *Journal officiel* le décret de création des corps aériens : Corps aérien de bombardement (Paris), Corps aérien de chasse (Reims). Puis le 14 septembre, paraissait le décret sur les armées aériennes... Le général Jauneaud en conclut que nous avons mis

sur pied une véritable armée de l'Air. En attendant la réalisation intégrale des plans III et IV (décrets de septembre 1936), nous mettons en place un plan d'attente qui prévoit 1 500 avions de première ligne, et 900 en réserve.

Les plans III et IV prévoient la construction et la mise en œuvre (personnel et matériel) de 4 350 avions (2 400 en première ligne, 1 950 en réserve), dont deux tiers de bombardiers lourds en piqué.

La remise par Pierre Cot des plans III et IV au Comité permanent de la Défense nationale a coïncidé avec un nouvel effort de Charles de Gaulle en faveur de la création des corps cuirassés. Les armées aériennes et les corps aériens sont aussi nécessaires que les corps cuirassés : sans l'appui des grandes unités aériennes, les grandes unités cuirassées sont vouées à l'impuissance<sup>2</sup>...

Mais patatras ! Le témoignage du général Jauneaud indique que c'est en 1937 qu'apparaissent les prémices du changement de cap, notamment le 15 février au cours de la réunion du Comité permanent de la Défense nationale, qui enterra le projet précité suite au veto du maréchal Pétain... Il restera silencieux pendant la séance au cours de laquelle l'amiral Darlan prononcera un réquisitoire contre les plans II, III et IV présentés par Pierre Cot afin de justifier le « refus des crédits demandés par le ministre de l'Air pour une aviation de bombardement dont l'inefficacité est certaine<sup>3</sup> ». Ce grave épisode du dysfonctionnement militaire français est corroboré par Pierre Cot lui-même :

Pendant la période où je fus ministre de l'Air, mes demandes furent réduites d'un milliard trois cents millions pour les crédits de paiement [...] l'ensemble des crédits pour matériels de série ne dépassaient pas à cette époque un milliard par an. Ainsi, d'une part l'autorité militaire estimait qu'il n'y avait pas lieu "d'étendre ou de modifier le plan d'accroissement de l'armée de l'Air", et d'un autre côté le ministre des finances ne nous accordait même pas les crédits nécessaires à l'exécution du plan II [...]

Voyant cela Pierre Cot s'adressa directement au Président du Conseil Chautemps, qui avait succédé à Léon Blum, pour lui dire que si l'on continuait « à traiter l'armée de l'Air en parent pauvre », elle ne pourrait pas accomplir l'effort que tout le monde jugeait souhaitable, et donc que le réveil risquait d'être « terrible ».

Puis le mois de janvier 1938 arriva. Le cabinet fut renversé et je quittai le ministère de l'Air, laissant derrière moi mes plans d'extension rejetés par l'autorité militaire, mes crédits refoulés par le ministère des finances, et mes projets d'alliance aérienne avec l'Union Soviétique mis à l'écart [...]

Je puis affirmer que si l'on avait suivi mes propositions relatives aux accords avec l'Union Soviétique, [...] nous aurions probablement évité la guerre, et certainement la défaite<sup>4</sup>...

« Et pourtant, nous faillîmes réussir ! » poursuit Jauneaud :

[...] à l'issue de la réunion du Comité permanent de la Défense nationale, Pierre Cot me chargea de rédiger une "Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités aériennes" [...].

Ce document [...] publié le 1<sup>er</sup> avril 1937 [...] s'oppose point par point à la "doctrine Pétain" [en insistant] sur le rôle décisif de l'intervention massive d'une aviation de bombardement puissante, en vol horizontal et en piqué, et d'une infanterie de l'Air parachutée<sup>5</sup>...

Cette Instruction provoqua de vives réactions, notamment des attachés militaires et aériens des ambassades d'URSS et de Grande-Bretagne qui, d'abord sceptiques, purent en apprécier le bien-fondé au cours des grandes manœuvres de Normandie se déroulant en présence de Daladier et du Britannique Sir

---

1. *J'accuse le maréchal Pétain*, p. 63.

2. *Ibid.*, fin du chap. IV, p. 64.

3. Propos de Darlan cité par Jauneaud, *ibid.*, p. 65.

4. Pierre Cot cité par Jauneaud, *ibid.*, p. 69.

5. *Ibid.*, p. 69-70.

Samuel Hoare<sup>1</sup>. Une armée et deux corps aériens participèrent à un exercice en temps réel dans le cadre de l'Instruction précitée. Les bombardiers, les chasseurs et les parachutistes s'y conjuguèrent avec un plein succès... mais, au cours de la critique finale, le général Héring, qui dirigeait les manœuvres, osa conclure : « L'armée et les corps aériens créent une dualité de commandement préjudiciable aux opérations » ! Ces propos, émanant d'un officier général distingué, ami intime du maréchal Pétain<sup>2</sup>, firent scandale ; en tout cas, ils auguraient mal de l'avenir.

Le 21 juin 1937, le ministère Blum est renversé par un vote du Sénat. Que va faire Chautemps, son successeur ? Que va-t-il pouvoir faire alors que ses trois prédécesseurs ont été réduits à l'impuissance militaire par le pouvoir permanent et supranational du maréchal Pétain ?...

Et pourtant en nationalisant les industries de guerre, le Front populaire avait réussi à faire recruter quarante mille ouvriers supplémentaires qui ont permis de multiplier par cinq le volume de la production militaire, dont la qualité générale était équivalente à celle des matériels allemands, y compris dans le domaine de l'aviation, ce qui sera confirmé par Pierre Cot, exilé aux USA en 1940, où il écrit :

De juin 1936 jusqu'en septembre 1939, nous avons dépensé pour notre armée de l'Air l'équivalent de 750 millions de dollars. Pendant la même période, l'Angleterre dépensait 1 600 millions de dollars, soit plus de deux fois plus, et l'Allemagne plus de 3 000 millions...

Qui fut coupable, ou qui manqua de clairvoyance ?

Les civils, qui ont réclamé l'accroissement de la part faite à l'aviation dans la Défense nationale ou ces militaires qui déclaraient en 1937 «*qu'il n'y avait pas lieu d'étendre les plans de l'Armée de l'Air*»<sup>3</sup> ?

Mais il faut bien noter que l'effort budgétaire incontestable du Front populaire ne se conjugue pas avec la doctrine militaire qui a prévalu dans les hautes sphères de l'Armée si l'on en croit le témoignage du généralissime Maurice Gamelin :

L'année 1937 m'a laissé le souvenir d'une période noire [...] L'on sentait se resserrer sur nous l'emprise du Destin sans pouvoir sortir de l'impuissance où nous nous sentions enlisés [...] Il ne m'a pas échappé que se tissait toute une trame, celle même dont la France a failli mourir !... Qui nous empêcha en 1932 d'entreprendre l'organisation défensive du Nord de la France sur le type de la fortification permanente ?

Qui, ayant charge de la Défense aérienne du Territoire, n'y fit accomplir aucun progrès ?... Ministre de la Guerre en 1934, au moment où l'Allemagne entamait son effort [...] qu'a fait le maréchal Pétain ?

N'est-ce pas lui dont les idées sur la puissance de la défensive ont eu une si persistante et néfaste influence ?... Comme si la France pouvait se contenter d'avoir une armée défensive... N'est-ce pas pure démagogie ?...

Des erreurs, qui n'en a pas commis ?

Mais des crimes contre la France, c'est une autre chose<sup>4</sup> !

Même si on fait la part du dépit de Gamelin de s'être stratégiquement trompé, il faut retenir de cette déclaration que le généralissime estimait que le Maréchal était dépassé, voire incompetent, et qu'il jouissait d'une réputation en grande partie usurpée.

Le 18 janvier 1938, début de l'engrenage fatal : Guy La Chambre, qui succède à Pierre Cot au ministère de l'Air, nomme immédiatement, sur la recommandation du maréchal Pétain, comme chef d'État-Major de l'armée de l'Air, le général Joseph Vuillemin. Quelle est la raison de cette brusque décision ? Il faut savoir que Vuillemin, passant outre à la voie hiérarchique, venait d'adresser au nouveau ministre une note « personnelle et confidentielle » qui se terminait ainsi : « La situation est extrêmement grave. Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Mais je suis bien convaincu que si un conflit éclatait cette année, l'aviation française serait écrasée en quelques jours<sup>5</sup> ». En matière de défaitisme, Vuillemin était bien le porte-parole de Pétain !

Puis les événements se précipitent. Le 19 février 1938, Hitler déclare : « Aux frontières immédiates du Reich vivent six millions d'Allemands qui veulent retrouver leur patrie ! » Et le 12 mars, la Landwehr

---

1. Le conservateur Samuel Hoare (1880-1959), secrétaire d'État aux Affaires étrangères de juin à décembre 1935, occupe le même poste à l'Intérieur de fin mai 1937 jusqu'au jour de la déclaration de guerre.

2. Pierre Héring (1874-1963), général d'armée en 1936, gouverneur militaire de Paris de septembre 1939 à juin 1940, fut après 1945 un ardent défenseur de la mémoire du maréchal (voir *La Vie exemplaire de Philippe Pétain, chef de guerre, chef d'État, martyr*, Paris-Livres, 1956).

3. Cité par Jauneaud, *ibid.*, p. 74.

4. Cette citation des mémoires de Gamelin (*Servir*, Plon, 1946-1947) sert d'épigraphe au chapitre VI de Jauneaud, p. 77.

5. Lettre de Joseph Vuillemin au ministre de l'Air, 15 janvier 1938, citée par Jauneaud, *op. cit.*, p. 78. Le destinataire, Guy La Chambre (1898-1975), a été ministre de l'Air du 18 janvier 1938 au 21 mars 1940.

défile à Vienne devant le Führer. Le lendemain, l'Autriche est incorporée à l'Empire allemand. Entre-temps le ministère Chautemps a démissionné, Léon Blum a tenté de réaliser l'union sacrée. Mais des hurlements lui ont répondu : « À bas les Juifs !... Blum-la-guerre !... La droite ne collabore pas avec les communistes !... Un seul danger : le péril rouge ! » Pierre Cot étant parti, Jauneaud étant éloigné (on veut d'abord l'expédier à Saïgon, puis il est nommé au commandement de la 2<sup>e</sup> région aérienne), le Comité permanent de la Défense nationale qui se réunit sous la présidence du nouveau Président du Conseil, Daladier, est désormais entièrement entre les mains du Maréchal.

Le général Jauneaud, qui a néanmoins conservé un lien avec des informateurs bien placés, va mener au jour le jour une enquête scrupuleuse et tout à fait édifiante. En voici les grandes lignes dont on peut apprécier le décalage avec l'histoire officielle :

– au cours de la réunion du Comité permanent de la Défense nationale du 15 mars, Pétain affirme que l'industrie française n'ayant « aucun potentiel de construction » en matière aéronautique, les Allemands auront probablement « la maîtrise totale de l'Air » ; et le général Vuillemin d'ajouter : « en quinze jours, notre aviation serait anéantie !... »<sup>1</sup> ;

– Georges Bonnet, nouveau ministre des Affaires étrangères, prend acte de cette expertise pessimiste sur l'état de l'aviation française dont il faut tenir compte pour notre action politique internationale. Ce défaitisme affiché qui s'est emparé du Parlement et d'une grande partie de la presse va faire le jeu d'Hitler, dont la prochaine proie sera sans doute la Tchécoslovaquie... ;

– le 21 mai, Gamelin, qui est conscient de la gravité de la tension internationale, demande à Daladier un important renforcement de l'armée de Terre avec notamment des divisions de chars, mais le Président du Conseil ayant pris l'avis de Pétain, refuse l'octroi des crédits nécessaires ;

– le 20 août 1938, Vuillemin, répondant à une invitation du général Milch de la Luftwaffe, est abusé par la démonstration du He [Heinkel] 100 qui vole à 634 km/h alors que notre chasseur Dewoitine 510 n'atteint que 400 km/h. Les généraux allemands affirment que cet appareil est d'ores et déjà construit en série alors qu'ils lui ont préféré un avion un peu moins rapide mais plus maniable, le Me [Messerschmitt] Bf 109. Mais le chantage a réussi car Vuillemin est désormais persuadé que l'aviation de chasse française serait complètement surclassée par l'aviation allemande...

Alors que va faire ce haut responsable de l'Armée de l'Air ?

Les corps aériens, l'infanterie de l'Air et l'aviation d'assaut sont supprimés. Les plans III et IV sont remplacés par le plan V. Modernisation et accroissement de l'aviation de chasse en premier lieu, dans la mesure où « la participation de l'aviation à la bataille terrestre est aléatoire ».

En ce qui concerne l'aviation de bombardement, le problème est plus complexe : il y a ceux qui peuvent agir sur les arrières de l'ennemi et ceux qui peuvent participer directement à la bataille au sol. Dans cette dernière catégorie, nous disposons d'un avion de semi-piqué valant bien le Stuka allemand, le Loire-Nieuport 40 : l'État-Major a estimé que cet avion était trop lent et l'a refusé. D'où ce commentaire du général Jauneaud :

Alors que nos plans III et IV prévoyaient 1 400 bombardiers lourds et moyens en vol horizontal, et 200 bombardiers légers en piqué (soit au total 1 600 bombardiers aptes à participer à la bataille terrestre), le plan V de Guy La Chambre et Vuillemin ne prévoit que 876 bombardiers, dont 146 seulement sont réputés aptes à cette participation.

*146 au lieu de 1 600 !* Encore faut-il remarquer que, dans le plan IV de 1936, les bombardiers étaient mis en *première urgence* alors que dans le plan V de 1938, ils ne sont placés qu'en *seconde tranche*...

À mon niveau, celui de responsable d'une région aérienne, j'assiste impuissant à cette lamentable dégradation<sup>2</sup>...

Ainsi au moment où Hitler crée sept corps aériens, Vuillemin en supprime deux. La « garde aérienne », dont la rumeur prétend qu'elle prépare un coup d'État communiste, est supprimée : la France est donc privée de son aviation d'assaut alors que l'Allemagne intensifie la production des Stukas ; les deux groupes de parachutistes sont dissous, etc. ; tels sont les premiers éléments d'une longue série de destructions.

L'escalade vers la guerre continue, Hitler revendique les Sudètes. À Londres où sont réunis le 25 septembre les chefs d'État et les chefs militaires anglais et français, le climat n'est guère à l'optimisme. « J'ai recueilli les informations les plus inquiétantes sur l'état de l'aviation française, dit le Premier

---

1. Voir Jauneaud, p. 81 pour les trois fragments cités.

2. *Ibid.*, p. 87-88.

Ministre britannique, si une pluie de bombes s'abat sur Paris, la France se trouvera-t-elle en mesure de se défendre et de contre-attaquer<sup>1</sup> ? »

Le 26 septembre, Hitler prononce un discours machiavélique : « Une fois le problème sudète résolu, il n'y aura plus en Europe de problème territorial. C'est la dernière revendication que j'ai à formuler. Je le garantis. Ma patience est à bout ! Les territoires sudètes devront m'être rendus le 12 octobre 1938. Sinon, ce sera la guerre<sup>2</sup> ! » À l'issue d'un imbroglio diplomatique qui n'est guère à la gloire de ses protagonistes, une conférence de la paix est organisée à Munich, le 29 septembre. Résultat : les Tchèques devront se soumettre aux exigences de Hitler.

Si Chamberlain, lorsqu'il agite le papier du renoncement signé devant les caméras des actualités, déclare avec la naïveté d'un fantoche : « J'ai assuré la paix pour trente ans », le maréchal Pétain, lui, sait bien que les dés sont jetés. Il avait prévu le renoncement des Tchèques et la démission franco-britannique. Il dira à Georges Bonnet : « Vous avez rendu un grand service à la France. Vous avez eu raison. Nous n'étions pas prêts, nous aurions été battus ! »<sup>3</sup>. En fait, l'accord de Munich a donné à Hitler le temps de parachever ses armements.

Pourtant l'alliance aérienne franco-tchéco-soviétique imaginée par Pierre Cot, mais contestée puis abandonnée sous l'influence de Pétain, nous aurait épargné cette lâche capitulation ainsi que le dés-honneur. C'est aussi ce que pense Jauneaud :

La réalisation des bases aériennes tchécoslovaques, polonaises et roumaines, demandées par Pierre Cot en 1933 et en 1936, aurait permis le déploiement de l'Armée de l'Air soviétique en 1938, vingt-quatre heures après l'ordre de mise en alerte. Tout le territoire du Reich allemand se serait alors trouvé sous le feu des bombardiers russes et français, alors que l'armée de l'Air française basée en Tchécoslovaquie aurait eu la possibilité de participer à l'offensive terrestre franco-tchèque en direction de Berlin.

L'abandon à Hitler des bases aériennes tchécoslovaques, combiné avec le refus de l'alliance aérienne franco-tchéco-russe, représente pour la France un événement d'une importance décisive en ce qui concerne la guerre de 1939 et la défaite de 1940<sup>4</sup>.

Mais quittons l'histoire-fiction pour le général Billotte, gouverneur militaire de Paris<sup>5</sup>, qui interroge le 10 octobre 1938 le général Jauneaud, chef de la première région aérienne, sur l'état de la défense de la capitale. Il est stupéfait d'apprendre que l'armée de l'air est « incapable, avec ses moyens actuels, d'agir efficacement » et que « d'importants renforts sont nécessaires : un corps aérien de chasse, un corps aérien de bombardement [...] au total 2 094 avions [...] ainsi que 23 sections de ballons de protection »<sup>6</sup>. Le ministre de l'Air Guy La Chambre réagit violemment à cette communication qui met en lumière l'incurie de son équipe et inflige un blâme à Jauneaud que la presse pétainiste (*Candide* et *Gringoire*) cloue au pilori... Mais la disgrâce du gêneur lui vaut une promotion le 15 mars 1939... et on l'expédie à Beyrouth au commandement des forces aériennes de l'Orient méditerranéen. Ce même jour, les troupes allemandes pénètrent en Bohême et en Moravie. Hitler arrive à Prague et déclare annexer la Tchécoslovaquie. Cette violation des accords de Munich ne provoque aucune réaction de Londres et de Paris. Le Reich va donc pouvoir lorgner vers sa prochaine proie : la Pologne.

La guerre étant désormais devenue inévitable, allons-nous assister à une remise en cause de la politique du Comité de la Défense nationale dont le défaitisme basé sur notre faiblesse aérienne avait conduit au « lâche soulagement<sup>7</sup> » de Munich ? Non point ! Car au même moment, l'opinion publique est abusée par ce que la grande presse appelle « le miracle de l'aviation française » avec notamment ce point de vue d'une sommité militaire, le général d'armée Paul Armengaud, ami du maréchal Pétain depuis la guerre du Rif, grand-croix de la Légion d'honneur : « Nous tendons, Angleterre et France réunies, vers l'équilibre aérien avec l'Axe Rome-Berlin. Au cours de cette année, l'équilibre sera établi. Il sera même

---

1. Cité *ibid*, p. 89-90.

2. Cité *ibid*, p. 90.

3. Mot cité par Jauneaud, p. 92. Le radical-socialiste Georges Bonnet (1889-1973) a été député de la Dordogne de 1924 à 1942 et de 1956 à 1968 ; ministre des Finances de juin 1937 à janvier 1938, il a occupé le poste de ministre des Affaires étrangères du 12 avril 1938 au 13 septembre 1939.

4. Jauneaud, fin du chap. vi, p. 94.

5. Gaston Billotte (1875-1940), gouverneur militaire de Paris depuis novembre 1937, fut tué dans un accident de voiture près d'Ypres le 23 mai 1940.

6. Rapport de Jauneaud du 19 octobre 1938, cité par lui-même p. 97.

7. « La guerre est probablement écartée. Mais dans des conditions telles que moi qui n'ai cessé de lutter pour la paix, je n'en puis plus éprouver de joie et que je me sens partagé entre un lâche soulagement et la honte » (Léon Blum, *Le Populaire*, 28 septembre 1938).

rompu en notre faveur<sup>1</sup>. » *La Revue de l'Armée de l'Air*, publiée sous le contrôle du général Vuillemin, opacifie cet enfumage en disant que le développement de l'aviation outre-Rhin s'inspire d'une fausse doctrine « qui conduit à une solution parfaitement inefficace<sup>2</sup> ». En réalité, à la date du 14 juillet 1939, *la France ne dispose d'aucun avion de bombardement moderne !* Et pour éviter la révélation publique de cette situation scandaleuse, Vuillemin fait défiler des bombardiers modernes britanniques au-dessus de la traditionnelle revue des troupes sur les Champs-Élysées !

Mais revenons à Pétain. Avant de partir pour Madrid, où il a été nommé ambassadeur de France auprès de Franco, il a laissé un justificatif de son attitude défaitiste dans la préface qu'il a écrite pour le livre du général Chauvineau *Une invasion est-elle encore possible ?* Il faut lire ce texte de dix-sept pages pour tenter de comprendre les raisons ambiguës sinon aberrantes du comportement de celui qui fut l'inspirateur voire le patron du Comité permanent de la Défense nationale ; en voici un échantillon :

[...] la défensive a vu ses moyens accrus dans une proportion très supérieure aux moyens offensifs. [...]

La défensive est devenue si puissante qu'il faut à l'assaillant une énorme supériorité pour se lancer à l'attaque [...]

Les moyens de briser le barrage [...] sont les chars et l'artillerie lourde [mais] les chars [...] sont vite démodés et difficiles à améliorer [...] [L'aviation] doit attaqu[er], par priorité, les objectifs aériens : formations aériennes, terrains, stockages, usines d'aviation, etc. [L']action directe [des forces aériennes] dans la bataille terrestre est aléatoire [...] C'est par des actions indirectes sur les arrières que s'exercera le plus efficacement l'action de l'aviation [...] Le front continu est une réalité qu'il y a péril à méconnaître [...] La possibilité [existe] pour notre pays d'arrêter à coup sûr tout ennemi voulant pénétrer à l'intérieur de nos frontières [...] Pour attaquer le front continu, il faut trois fois plus d'infanterie, six fois plus de canons, quinze fois plus d'obus que pour le défendre : cette marge de sécurité dicte à la France sa conduite en face de la course aux armements des autres...

Ainsi la France se trouve non seulement protégée par des frontières inébranlables, mais encore mise à l'abri de la faillite financière qu'aurait entraînée, en toute certitude, la ruineuse et inutile construction de chars offensifs et d'avions de bombardement...

*La technique militaire commande le choix des alliances [...] Elle impose à la Nation sa politique extérieure et sa politique intérieure...*<sup>3</sup>

Comment un expert de haut niveau en matière militaire peut-il rester figé sur une mystique de la stricte défensive alors que toutes les informations concernant les forces allemandes annoncent que la prochaine guerre sera brève, brutale, voire foudroyante et qu'elle sera le fait des corps blindés associés à une aviation d'assaut ? Par ailleurs, comment Pétain a-t-il pu douter de la probable percée ennemie dans la région des Ardennes, au centre du front ? Et Jauneaud d'ajouter : pourquoi le Maréchal a-t-il mis son veto aux plans III et IV présentés par Pierre Cot au Comité permanent de Défense nationale ? Aux critiques qui lui étaient adressées, Pétain répondait : « La bataille de Sedan serait une défaite allemande parce que la défensive terrestre est maintenant forcément victorieuse<sup>4</sup> ».

Le 11 août 1939, une mission militaire franco-britannique de la dernière chance arrive à Moscou mais elle repartira bredouille tandis qu'un pacte de non-agression germano-soviétique est signé. La deuxième guerre mondiale va bientôt commencer... Jauneaud écrit :

Pour tenir tête aux 12 000 avions modernes du Reich, nous n'avons que 494 appareils modernes (442 chasseurs, 52 avions de reconnaissance) et, surtout, aucun bombardier moderne !

[...] j'accuse Vuillemin d'avoir remplacé nos plans III et IV par le plan V, qui a mis les avions de bombardement en dernière urgence.

Ignorant cette situation de désarmement aérien, Daladier ordonne la mise en place de la couverture et décrète la mobilisation générale. [...]

La foudroyante victoire allemande en Pologne semble frapper d'amnésie le haut commandement français. Alors que cette campagne-éclair vient de fournir une éclatante confirmation

des idées du général de Gaulle (pour les chars) et de Pierre Cot (pour l'aviation de combat), on persiste à « recommander pour nos forces armées des mesures d'ordre terrestre, strictement défensives ; la leçon

---

1. Article publié dans la revue *Monde libre*, juillet 1939.

2. Voir les deux éditoriaux du numéro de juillet-août 1939, « Les masses aériennes et la politique allemande » et « L'organisation de l'Armée de l'Air allemand » », p. 363-373.

3. Berger-Levrault, 1939, p. VI-VII, XI, XIV, XVII-XXI, partiellement cité par Jauneaud p. 100-101. Louis Chauvineau (1874-1969) a enseigné à l'École de guerre dans les années vingt, a dirigé l'École militaire et occupé divers postes à l'État-Major.

4. Cité par Jauneaud, p. 104.

n'avait donc servi à rien ». Et on va s'installer dans la "drôle de guerre", les soldats mobilisés étant « condamnés à l'inaction en vertu de la doctrine défensive du "front continu" »<sup>1</sup>...

Alors, devant cette accumulation d'hérésies et de fautes de jugement, que peut-on conclure ? Cette « *étrange défaite*<sup>2</sup> » est-elle la conséquence de la sclérose du haut commandement militaire français ou bien le résultat d'un désastreux et invraisemblable concours de circonstances ? Autrement dit, comment a-t-on pu en arriver là ? Le général Jauneaud répond :

En remontant le temps, il est aisé d'enregistrer le veto de Pétain, plusieurs fois renouvelé en ce qui concerne la fortification de la "porte de Sedan" et son affirmation obstinée de l'imperméabilité des Ardennes belges. De même les dispositions prises par Georges et Huntziger pour que la "Porte de Sedan" demeure non fortifiée et non défendue. Sans oublier les dispositions prises par Vuillemin pour anéantir l'armée de l'Air moderne créée par Pierre Cot en 1936/1937<sup>3</sup>.

*Bref, cela ressemble curieusement à une « vaste entreprise de trahison »...*

C'est en tout cas l'opinion du général Jauneaud qui nous fait part, sans ambages, de la conclusion de son enquête. Et il nous en donne les preuves dans les précieuses annexes de sa déposition, qui comportent les chiffres et les documents de ce dossier explosif. C'est pourquoi Henri Guillemin a raison d'écrire dans sa préface<sup>4</sup> : « Ceci est un livre important, un témoignage considérable ».

Deux anciens ministres de l'armée de l'Air ont rendu compte de leur action, en 1947, devant l'Assemblée nationale, Pierre Cot et Guy La Chambre. Leurs témoignages croisés viennent éclairer et valider le "débriefing" Jauneaud. « Personne ne saurait adresser le moindre reproche aux combattants de l'aviation française, dit Pierre Cot au début de sa disposition, ils étaient courageux et ils connaissaient leur métier<sup>5</sup> » ; et il poursuit : « Quand nous parlons de l'insuffisance ou de l'infériorité de l'aviation française », cela veut dire que nous étions dans un rapport de 1 à 3,5 face à l'aviation allemande, car nous disposions en 1940 de 6 000 appareils (2 200 à 2 300 avions de première ligne, 3 500 avions en réserve) contre 17 000 appareils ennemis (8 000 en première ligne et 9 000 en réserve)...

« [...] tous les avions de notre armée de l'Air ne furent pas engagés contre l'armée allemande [...] Une faible partie seulement fut engagée dans la bataille où s'est joué le destin de notre pays. » Au cours des mois de mai et juin 1940, nous avons perdu 757 avions (306 au combat, 229 détruits par l'ennemi sur nos terrains, 222 accidentés) ; nous avons eu 117 tués, dont 59 officiers, 180 blessés dont 70 officiers, 371 disparus dont 149 officiers – ce qui représente un faible pourcentage de notre potentiel militaire. Guy La Chambre déclare qu'au cours de la bataille de France, 2 441 avions modernes furent engagés. Il y a lieu d'y ajouter « 600 avions de type ancien<sup>6</sup> ». « Cependant cet effort était loin d'avoir épuisé nos possibilités et nos réserves. [...] *Grâce aux ressources de la production nationale [...] l'aviation française demeurerait, à l'armistice, prête à continuer la lutte avec des effectifs de première ligne supérieurs à ceux qu'elle avait le 10 mai 1940.* »

Alors, comment les hauts responsables de la conduite des opérations ont-ils utilisé ces matériels et ces hommes ? C'est aussi cette question que se posèrent tous les combattants terrestres qui ont eu le sentiment que, du 10 mai au 20 juin 1940, « *le ciel était vide d'avions français* » ! Une réponse (pitoyable) a été donnée par le général Huntziger (un affidé de Pétain) qui répondait à la demande angoissée des défenseurs de Sedan pilonnés par les Stukas et implorant une protection de la chasse : « Il faut que les troupes s'aguerrissent et s'habituent à ces actions de bombardement ! » Et Guy La Chambre de conclure : « Ce qui paraît [...] avoir décidé du sort de la bataille de France, comme précédemment en Pologne, c'est la combinaison intime chars-avions [...] C'est [donc] une sclérose du haut commandement français qui est la cause profonde de notre défaite. »<sup>7</sup>

Mais le général Jauneaud va plus loin et précise :

---

1. Jauneaud, p. 105-107 pour toutes les citations qui précèdent.

2. Ces mots du titre de l'essai de Marc Bloch (1946) sont repris comme titre du chapitre VII de Jauneaud (p. 111-132).

3. Jauneaud, p. 118, de même que les mots cités juste après. – Alphonse Georges (1875-1951), blessé en 1934 lors de l'attentat contre Alexandre de Yougoslavie, fut ensuite tenu à l'écart par Gamelin qui désapprouvait sa liberté de parole sur l'impréparation de la France. – Plus ouvertement pétainiste, Charles Huntzinger (1880-1941) commandait dans les Ardennes lors de la percée allemande de mai 1940 ; c'est lui qui signa pour la France l'armistice à Rethondes, le 22 juin.

4. Jauneaud, p.7. Rappelons qu'en 1977 on ne sait pas que Guillemin est l'auteur de *La Vérité sur l'affaire Pétain* (1945).

5. Jauneaud, p. 212, de même que les éléments qui suivent.

6. *Ibid.*, p. 213, et p. 213-214 pour ce qui suit (je souligne).

7. *Ibid.*, 214-215, pour cette citation et les deux précédentes.



À partir du 16 mai 1940, l'étude comparée des ordres [donnés et de ceux qui auraient dû l'être] révèle qu'au lieu d'agir par concentration des moyens, en appliquant contre l'ennemi, momentanément [...], la totalité des forces disponibles, constituées par les grandes unités aériennes, [...] Vuillemin [a choisi] la dispersion des efforts [...] de bombardements isolés, [...] sans aucune liaison avec les forces terrestres engagées dans la même bataille.

Cette façon d'agir est criminelle puisqu'elle correspond à l'abandon systématique et *prémédité* de la doctrine d'organisation et d'emploi définie par l'Instruction [...] du 31 mars 1937. *À une doctrine de victoire, se trouve substituée une doctrine de dispersion des efforts et des moyens, génératrice de défaite.*

Il est permis de conclure sans risque d'erreur : en assumant la responsabilité de cet abandon et de cette substitution, Vuillemin a trahi les devoirs de sa charge tout en rendant possible la victoire de Hitler et la création du "royaume" de Vichy.

La gravité de cette trahison est soulignée par le fait historique le plus important et le moins connu, déjà plusieurs fois signalé : toutes les décisions concernant l'organisation et l'emploi d'une armée de l'Air moderne ont été prises en France avant d'être adoptées par l'Allemagne<sup>1</sup>.

D'ailleurs, ajoute aussitôt Jauneaud, « il existe sur ce sujet d'une importance capitale un témoignage britannique qui mérite d'être connu », celui de Derek Wood et Derek Dempster *La Victoire de la R.A.F.*<sup>2</sup>. Et en effet l'étude détaillée de ces deux experts anglais permet de conclure que 1°) la doctrine aérienne de la France mise au point par Pierre Cot et son équipe en 1933, 1936 et 1937, adoptée par Hitler et Goering en 1938 et 1939, a assuré les victoires allemandes de Pologne, de Norvège et de France, et que 2°) l'abandon de cette doctrine par Hitler en septembre 1940 est à l'origine des défaites allemandes d'Angleterre et de Russie.

Le *J'accuse* du général Jauneaud est corroboré par de nombreux témoignages de pilotes qui étaient dans le ciel, le jour de la percée de Sedan, notamment le récit de Constantin Feldzer aux commandes de son Bloch-152, futur pilote du groupe « Normandie-Niemen », qui finira la guerre comme Compagnon de la Libération. J'ai enregistré son témoignage qui figure dans mon film *La Prise du pouvoir par Philippe Pétain*, mais il faut savoir que son cas n'est pas isolé et que j'aurais pu en citer des dizaines d'autres.

Chaque jour, dit Feldzer, on attendait des ordres répondant à la situation : "attaquer tout avion allemand et l'abattre par tous les moyens" ou "détruire les Stukas attaquant les réfugiés" ou encore "interdire le ciel aux avions allemands".

Hélas, de tels ordres n'ont jamais été donnés alors que le combat du 14 mai 1940, livré dans les pires conditions, avait démontré notre supériorité tant dans l'art du pilotage que dans la qualité de nos avions...

Et puis il y a aussi cette affaire jugée décisive par le général Billotte : le renoncement, sur ordre d'Huntziger, au bombardement du pont de Gaulier, ce qui a permis, le 14 mai 1940, aux blindés de Rommel de franchir la Meuse, et ainsi de réaliser le « coup de faucille » victorieux qui mit un terme à la campagne de France. À ce sujet il faut prendre connaissance du témoignage accablant du commandant aviateur Pierre Grenet, qui vient d'être publié par son petit-fils<sup>3</sup>.

Résumons-nous. Voilà des témoignages, l'un venant du haut de la hiérarchie de l'armée de l'Air, les autres de simples pilotes de chasse, des témoignages qui se recoupent et concordent pour faire émerger le spectre de la *défection*. Ce n'est donc pas une mince affaire ! N'étant pas féru d'histoire militaire, j'ai vérifié les chiffres et la réalité des situations et je n'ai rien trouvé qui contredise l'argumentaire du pamphlet Jauneaud ainsi que le récit pittoresque de Constantin Feldzer, publié dans un livre intitulé *On y va !*<sup>4</sup> Alors il faut bien se résoudre à poser la question qui fâche : sans remonter jusqu'à Ganelon mais sans ignorer Cadoudal, Charette, Bouillé<sup>5</sup> et consorts, sommes-nous dans le sillage de Bazaine ou bien dans les traces du général Boulanger ?

Sans doute devons-nous prendre en compte l'état d'esprit des chefs militaires français pervertis sinon pourris par toutes les guerres de conquête coloniale au XIX<sup>e</sup> siècle. Ils sont devenus des chefs de bande, des condottières ou des satrapes qui se moquent éperdument de la démocratie et n'ont qu'un rapport formel avec le patriotisme... En écartant l'hypothèse d'un complot organisé, on est conduit à l'examen

---

1. Jauneaud, « Annexes », p. 232. Les éléments soulignés le sont par moi.

2. Cet ouvrage, publié en anglais sous le titre *The Narrow Margin* [littéralement « la marge étroite »], a été adapté en français par Lucien J. Hess (*La Bataille d'Angleterre. La victoire de la R.A.F.*, France-Empire, 1969).

3. *Affaires d'honneurs*, Grasse, éd. Gabriel Riqueti, 2018.

4. Boulogne, Éd. Axis, 1987.

5. François-Claude de Bouillé (1739-1800) est l'officier qui organisa la fuite à Varennes et dont les décisions mal venues contribuèrent à l'arrestation du roi.

des raisons du grave dysfonctionnement de la machine militaire ainsi qu'à l'identification des causes d'une paralysie de la défense nationale, qui fut proche de l'incurie. Mais si elles sont nécessaires pour comprendre « *l'étrange défaite* », les raisons matérielles, techniques ou stratégiques ne sont pas suffisantes pour appréhender les causes profondes du désastre...

Le phénomène de « la prise du pouvoir par Philippe Pétain » est un phénomène complexe. Il ne peut être analysé avec pertinence que s'il fait l'objet d'une étude sur le temps long, c'est-à-dire en partant de cette « grande guerre » de 14-18, exécration et ignoble boucherie nationaliste, qui a déshonoré l'humanité en même temps qu'elle profitait de manière éhontée et scandaleuse aux capitalistes internationaux.

Le point de départ de la « divine surprise » de Maurras est évidemment Verdun. Pourquoi ? Parce que ce rôle de résistance ayant tenu de février à décembre 1916, a été le champ de bataille emblématique de l'armée française où tous les soldats sont venus combattre, les uns après les autres, sous les ordres du général Pétain. Il fut ainsi le seul général français à avoir rencontré tous les « poilus ». Cette bataille, qui a pu stabiliser l'invasion, a engendré le mythe pétainiste de la « défensive victorieuse » et a placé le chef militaire qui l'avait dirigée au niveau le plus haut dans la popularité nationale. Ainsi est apparue et s'est développée l'image du chef pacifiste et protecteur, économe de la vie des soldats et recherchant plutôt la couverture que l'affrontement. Un bon Samaritain pour une France exsangue !

Dans la décennie qui a suivi, cette mystique de la défensive a prévalu au cours des travaux relatifs à la défense nationale. Elle s'est traduite en particulier par le projet de la construction de fortifications protectrices, cette « ligne Maginot » que Pétain avait récusée tout en proposant une série de mûles de résistance à l'invasion, à l'exception toutefois de la porte de Sedan car il jugeait « impénétrable » le massif des Ardennes. Il avait prôné aussi l'utilisation des blindés car « l'avenir est au maximum d'hommes sous la cuirasse », mais sa préférence allait aux chars légers qui accompagnent l'infanterie, car il en était resté aux péripéties de la guerre enterrée et n'avait aucune faculté d'anticipation concernant la force de frappe des blindés associés aux bombardiers en piqué.

Étant l'un des huit maréchaux issus de la « grande guerre », doté d'une exceptionnelle longévité, il a fait plier tous les ministres de la guerre successifs... Mais, jugeant sans doute sa présence un peu trop encombrante, le gouvernement radical du « cartel des gauches » l'avait envoyé au Maroc en 1925 pour mettre un terme à la guerre coloniale du Rif où Lyautey semblait enlisé. Il y connaîtra Franco.

Pétain restera vice-Président du Conseil supérieur de la guerre, donc général en chef de l'armée française jusqu'au 9 février 1931 où le général Weygand lui succèdera. Pendant cette période, il est élu à l'Institut et se contente de parader, d'épingler des médailles et de distribuer la précieuse eau bénite de sa « science militaire » ; mais sa correspondance privée révèle que son ego gonfle, et que son amour-propre est en train de se métamorphoser peu à peu en ambition politique. Mais je crois que le prurit du pouvoir, auquel il est bien difficile de résister, s'est manifesté pour la première fois au fond de la baie de Chesapeake, à Yorktown, où il est reçu par le général Pershing au nom du président Hoover, le 15 octobre 1931. En effet, le maréchal Pétain conduit la délégation française chargée d'assister à la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des *insurgents* de Washington sur les Anglais de Cornwallis. Le Maréchal, qui y prononce un discours exaltant la fraternité d'armes franco-américaine, est reçu *avec la pompe d'un chef d'État*. Et ce n'est pas la présence du Président du Conseil Pierre Laval, qui le rejoindra quelques jours après, qui pourra effacer cette impression majeure...

La métamorphose s'accomplira le 9 février 1934 lorsque Gaston Doumergue, nouveau Président du Conseil, lui proposera le Ministère de la Guerre, espérant ainsi pouvoir donner une importante caution patriotique et politique aux anciens combattants qui ont participé nombreux à la grande émeute du 6 février. C'est donc auréolé par les ligues nationalistes et l'extrême-droite fascisante que le « vainqueur de Verdun » devient une icône politique, six ans avant Vichy. La suite de son parcours a été parfaitement décodée par Henri Guillemin...

Ministre de la Guerre de février à novembre 1934, Pétain confirmera les choix stratégiques défensifs qu'il a préconisés... mais il s'occupera surtout de l'état mental de la nation, de son moral, et il ne trouve pas de mots assez durs pour déplorer que l'éducation des jeunes soit « confiée aux instituteurs communistes ». Il quittera ces fonctions après avoir fait voter des crédits pour la modernisation de l'armement mais aussi et surtout avec l'amère frustration de ne pas avoir été compris pour l'essentiel... c'est-à-dire pour son hostilité et son dégoût à l'égard d'une France « frivole, jouisseuse, dissolue et décadente », un pays de « salopards à casquette » qui ne pourrait, en aucun cas, faire face à une puissante Allemagne, régénérée par le tonique national-socialisme.

Si l'*homo politicus* n'a pas encore exprimé sa vision autocratique d'une « révolution nationale », l'*homo militaris*, lui, a conservé un formidable prestige et un pouvoir de conviction absolu. Il va donc entraîner dans son aventure personnelle la plupart des ganaches galonnées, lâches et réactionnaires qu'il imbibe du syndrome défaitiste. Et cette tragique allégeance de circonstance finira par constituer une réponse politique aux deux mots d'ordre inavoués des classes possédantes et qui constituent le programme de la Cagoule : « Plutôt Hitler que Staline ! »... avec son terrifiant corollaire : « Plutôt Hitler que le Front populaire ! »

Le témoignage du général Jauneaud apporte au dossier noir et mortifère de l'an Quarante les éléments à charge d'une intolérable vérité ! Car dès le 10 mai 1940, les dés sont jetés : la tête de Marianne va rouler dans le caniveau...

J'ajouterai ceci, à titre personnel : Philippe Pétain a quinze ans au moment de la « Semaine sanglante » de la Commune. Maître Jacques Isorni qui a été son avocat et son biographe m'a affirmé que l'adolescent rural de Cauchy-à-la-Tour était à l'unisson des paysans de ce bourg du Pas-de-Calais. On y haïssait les insurgés parisiens, ces « partageux » qu'il fallait mater et châtier. Il n'est donc pas étonnant que le grand rêve monarchiste des Versaillais ait pris la forme de cette « divine surprise » de l'État français de Vichy !